

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions applicables aux
installations de la société Transport Millo Garcin à La Motte**

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V et les articles L181-3, L181-14, L511-1, R181-45 et R181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHÉ préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/56/MCI du 10 décembre 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu la déclaration d'exploitation établie, le 22 novembre 2004, par la société STOGAZ DISTRIBUTION concernant des installations de stockage et de distribution de bouteilles de gaz ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 1^{er} octobre 2017 à la société de Transport MILLO GARCIN, dont le siège social est situé au lieu-dit Collet Redon au Muy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019, autorisant la société Transport MILLO GARCIN à poursuivre l'exploitation d'un dépôt de bouteilles GPL, avenue Sainte-Roseline sur la commune de La Motte, actant du bénéfice des droits acquis et prescrivant des mesures de prévention et de maîtrise du risque ainsi que la réalisation d'une étude de dangers ;

Vu l'étude de dangers déposée le 3 mars 2020, et complétée le 18 octobre 2024 et le 17 décembre 2024 ;

Vu l'avis du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Var, en date du 3 mars 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société MILLO GARCIN le 19 mars 2025, par l'inspection des installations classées ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel du 2 avril 2025 qui ne formule aucune observation sur ce projet d'arrêté ;

Vu le rapport et les propositions en date du 18 mars 2025, transmis par courriel au préfet le 3 avril 2025, de l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, antenne du Var ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts protégés mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens des critères définis par l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que l'étude de dangers susvisée est rendue opposable ;

Considérant que l'organisation et les modalités de stockage des îlots de bouteilles de gaz sur le site de la société Transport MILLO GARCIN à La Motte, définies dans l'étude de dangers, permettent de limiter les effets de surpression des phénomènes dangereux liés à l'exploitation du dépôt STOGAZ, mitoyen au site ;

Considérant que l'exploitant propose dans son étude de dangers, susvisée, la mise en place de nouveaux moyens de lutte contre l'incendie équipements ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions du présent arrêté modifient et complètent les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019, susvisé, autorisant l'exploitation par la société Transport

MILLO GARCIN, du dépôt de bouteille de GPL implanté, avenue Sainte-Roseline à La Motte.

Article 2 – Donner acte de l'étude de dangers

Il est donné acte à l'exploitant de l'étude de dangers déposée le 3 mars 2020 et complétée le 18 octobre 2024 et le 17 décembre 2024.

L'exploitant exploite ses installations conformément aux dispositions décrites dans cette étude de dangers, en particulier en ce qui concerne les mesures de maîtrise de risques (MMR) et les barrières de sécurité.

Article 3 – Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019, précité, sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation, et est pourvue d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Les moyens de secours sont, au minimum, constitués :

- d'extincteurs judicieusement répartis sur le site en nombre suffisant et au minimum : 1 extincteur à poudre sur roues de 50kg, 4 extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg », situés à moins de 20 mètres d'un stockage, 2 extincteurs CO2 (armoire électrique, bureaux). Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- d'une réserve d'eau de minimum 120 m³ composée de citerne métallique, implantée à moins de 200 mètres du stockage, disposée en dehors de la zone d'effets SEL (seuil effet létaux). Un merlon est positionné entre le dépôt et la réserve d'eau avec sa plateforme d'aspiration, afin de garantir la sécurité des secours extérieurs.

Cette réserve dispose d'une aire d'aspiration, de manœuvre, de prises de raccordement, de signalisation et matérialisation, et d'un maintien des obligations légales de débroussaillage conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours ou d'urgence compétents de s'alimenter. Le système d'aspiration doit être correctement positionné et être utilisable en tout temps, et être équipé de protection mécanique et contre le gel.

Dans le cas de l'implantation de 2 réserves de 60 m³, celles-ci doivent être reliées par un système unique permettant un seul point de raccordement accessible depuis la voie dite "engin". Ce système de raccordement doit être également protégé contre le gel et contre le risque d'accident lié aux heurts par des véhicules

Cette réserve doit faire l'objet d'une réception et validation auprès du service DECI du SDIS du Var, et l'exploitant doit s'assurer de son immatriculation dès sa mise en fonction.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. Ils sont entretenus en parfait état de fonctionnement en toutes circonstances et régulièrement contrôlés.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux normes en vigueur.

Le chef d'établissement ou un responsable nommé par lui doit assurer l'accueil des secours extérieurs dans une zone hors de danger et définie à l'avance. »

Article 4 – Plan d'opération interne et Rapport d'incident ou d'accident

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la suite de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019, susvisé :

« Article 2.4.4 – Plan d'opération interne - POI

L'exploitant tient à jour un plan d'opération interne pris en application de l'article R181-54 du code de l'environnement et qui contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, précité.

Le plan d'opération interne (POI) est rendu cohérent avec celui de STOGAZ notamment :

- par l'existence dans son POI de la description des mesures à prendre en cas d'accident chez STOGAZ,
- par l'existence d'un dispositif d'alerte et de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez la société Transport MILLO GARCIN en cas d'activation du POI chez STOGAZ (et inversement),
- par une information mutuelle lors de la modification d'un des deux POI et la prise en compte des retours d'expérience de STOGAZ pouvant avoir un impact au sein de la société Transport MILLO GARCIN,
- le cas échéant, par la précision duquel des chefs d'établissement prend la direction des secours avant le déclenchement éventuel du plan particulier d'intervention (PPI),
- par une communication par la société Transport MILLO GARCIN auprès de STOGAZ sur les retours d'expérience susceptibles d'avoir un impact chez STOGAZ,
- par une rencontre régulière des deux chefs d'établissements ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence.

Un exercice commun de POI est organisé régulièrement, à minima annuellement. Il est mis à jour si nécessaire.

Les exercices font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 2.4.5 – Rapport d'incident ou d'accident

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1.

Cette déclaration est faite par l'intermédiaire de la fiche Gravité/Perception dite "fiche GP" en annexe du présent arrêté préfectoral.

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R512-69 du code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Ces rapports précisent notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. »

Article 5 – Fiche Gravité / Perception

L'annexe dite « Fiche G/P » est annexée à l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019, susvisé.

Article 6 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Motte et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de La Motte pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 - Voies et délais de recours

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la maire de La Motte, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, donc copie sera adressé à la sous-

préfète de Draguignan, au président de Dracénie Provence Verdon Agglomération, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

17 AVR. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI

ANNEXE : Fiche GP

Message d'information sur accident / incident – Fiche G/P		
①	Nom et localisation de l'établissement :	
	Date et heure du message : / / à h	Révision de la fiche : n°
	Date évènement : / / Heure (de découverte) : h	Commune :
②	Classement de l'accident / incident : G / P Indice d'évolution : A B C <p align="center"><i>(en fonction de l'échelle définie en page 2)</i></p>	

1 – APPELS TELEPHONIQUE CODIS ET AUTORITES : <i>(sauf si info DREAL uniquement)</i>			2 – TRANSMISSION DE LA FICHE G/P
Destinataires	Téléphone	Contact téléphonique	Mail
CODIS	18 ou 112	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non répondu <input type="checkbox"/> NC	gops_codis@sdis83.fr
DREAL	UD (h. bureau)	04.88.22.65.40 <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non répondu <input type="checkbox"/> NC	ut-83.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
	SPR (astreinte)	06.26.57.63.19 <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non répondu <input type="checkbox"/> NC	msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
Préfet (Cabinet)		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non répondu <input type="checkbox"/> NC	
Mairie(s)		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non répondu <input type="checkbox"/> NC	
SIDPC (préfecture)	04.94.18.83.83		pref-defense-protection-civile@var.gouv.fr
DDTM83	06.85.67.39.57		ddtm-permanence@var.gouv.fr
PREMAR			
Autre(s) :			
Déclenchement du POI, PSI ou autre plan d'urgence interne : <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, précisez : <input type="checkbox"/> POI <input type="checkbox"/> PSI <input type="checkbox"/> Autre : Heure déclenchement : h N° scenario POI/PSI :			Unité concernée : Si canalisation de transport : Fluide : Diamètre : Commune : Point kilométrique :

A compléter avec les informations disponibles au moment de la rédaction de la fiche

ÉVÉNEMENT		
1. Produit implique : Nom : N° CAS : Quantité (unité de mesure) :	1. Nature : <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gaz <input type="checkbox"/> solide	2. Substance : <input type="checkbox"/> SEVESO <input type="checkbox"/> Explosive <input type="checkbox"/> >5 % du seuil haut SEVESO
DÉTAILS, DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT		
<input type="checkbox"/> Explosion <input type="checkbox"/> Fuite <input type="checkbox"/> Incendie <input type="checkbox"/> Torche <input type="checkbox"/> Autre : 1. décrire factuellement l'évènement, équipement(s) impliqué(s), circonstances, ...		
PREMIÈRES MESURES PRISES		
Risques associés à l'évènement : <input type="checkbox"/> Explosion <input type="checkbox"/> Pollution <input type="checkbox"/> Radiologique <input type="checkbox"/> Thermique <input type="checkbox"/> Toxique 2. préciser les mesures d'exploitation, mesures de lutte contre le sinistre et ses impacts, périmètre sécurité, mesures antipollution, surveillance, ...		
Personnes présentes sur site : <input type="checkbox"/> Évacuation <input type="checkbox"/> Confinement Nb de personnes concernées :		

Message d'information sur accident / incident – Fiche G/P			
①	Nom et localisation de l'établissement :		
	Date et heure du message : / / à h	Révision de la fiche : n°	
	Date évènement : / / Heure (de découverte) : h	Commune :	
ÉTAT ACTUEL DE LA SITUATION 3. (décrire la situation, son, développement et son niveau de maîtrise au moment de la rédaction de la fiche,...)			

CONSÉQUENCES			
⑥	Humaines <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> En cours d'évaluation	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> En cours d'évaluation	Environnementales <input type="checkbox"/> Milieu(x) pollué(s) : 1. Surface (ha) : 2. et/ou linéaire (km) :
	Rejet à la torche : <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui Durée totale :		

Échelle de classement G/P de l'accident ou incident – Indices d'évolution		
⑦	Niveau de Gravité - G : <input type="checkbox"/> G 0 : Opération normale d'exploitation <input type="checkbox"/> G 1 : Incident mineur d'exploitation Sans conséquence sur le personnel Peu de potentialité de risque Pas ou peu de conséquence sur l'environnement Peu de dégâts matériels <input type="checkbox"/> G 2 : Accident notable d'exploitation Importante potentialité de risque et/ou avec conséquence sur le personnel et/ou avec conséquence sur l'environnement et/ou avec conséquence sur le matériel <input type="checkbox"/> G 3 : Accident grave d'exploitation Avec conséquence sur le personnel et/ou l'environnement et/ou le matériel <input type="checkbox"/> G 4 : Accident majeur Avec conséquences ou potentialité de conséquences graves à l'extérieur	Niveau de Perception - P : <input type="checkbox"/> P 0 : Pas de perception à l'extérieur du site <input type="checkbox"/> P 1 : Peu de perception à l'extérieur du site <input type="checkbox"/> P 2 : Forte perception à l'extérieur 1. Type de perception extérieure réelle ou attendue : <input type="checkbox"/> Olfactive <input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Visuelle <input type="checkbox"/> Autre : Indice d'évolution <input type="checkbox"/> A : Situation maîtrisée, conséquences identifiées, pas de suite prévisible <input type="checkbox"/> B : Intervention en cours, sans impact prévisible à l'extérieur du site <input type="checkbox"/> C : Situation évolutive avec risque d'atteinte à l'extérieur du site

COORDONNÉES DU CONTACT	
Nom :	N° à joindre Cellule de crise exploitant :
Fonction :	

Message d'information sur accident / incident – Fiche G/P			
①	Nom et localisation de l'établissement :		
	Date et heure du message : / / à h		Révision de la fiche : n°
	Date événement : / / Heure (de découverte) : h		Commune :
N° téléphone direct :			